ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 3109

Texte de la question

SITUATION DU MONDE AGRICOLE

M. le président. La parole est à M. Gérard Menuel, pour le groupe Les Républicains.

M. Gérard Menuel. Monsieur le Premier ministre, la situation agricole est très préoccupante. À l'heure où les éleveurs rentrent leurs fourrages, à l'heure où la moisson se fait, le moral des agriculteurs, ainsi que celui des éleveurs, est au plus bas et leurs sentiments varient entre résignation et colère. Le monde paysan est au bord de la rupture.

Que leur répondez-vous, si ce n'est que votre ministre de l'agriculture a présidé une table ronde pour définir un accord qui n'est pas toujours pas appliqué ?

Que faites-vous, qu'avez-vous à dire aux producteurs de lait qui ont vu baisser les prix de 13 % en un an ? Monsieur le Premier ministre, un litre de lait à la ferme vaut moins cher aujourd'hui qu'une seule cigarette !

M. Bernard Accoyer. Scandaleux !

M. Gérard Menuel. Que répondez-vous, que faites-vous pour l'éleveur de porcs, à la trésorerie exsangue, qui subit une perte d'exploitation de 50 000 à 100 000 euros depuis un an et dont les prix au kilo ont chuté de 17 % ? Que dites-vous au producteur de blé dont les prix ont dégringolé de 14 % ?

M. Bernard Accoyer. Où est le ministre de l'agriculture ?

M. Gérard Menuel. Avec des charges de plus en plus lourdes, avec des contraintes de production de plus en plus pénalisantes par rapport à nos voisins, c'est toute l'agriculture, mais aussi l'ensemble du monde rural qui est en danger.

Il est de votre responsabilité, monsieur le Premier ministre, de faire respecter l'accord du 17 juin : alléger les charges de production, revenir sur un certain nombre de contraintes imposées par l'administration française, qui en ajoute sans cesse à celles de l'Union européenne *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe Les Républicains)* et engager sans délai des mesures de soutien aux trésoreries.

Monsieur le Premier ministre, c'est en agissant sur ces points que vous libérerez les énergies d'une profession prisonnière des carcans administratifs et financiers. Je vous le redis, la situation est très grave. Nombre d'agriculteurs et éleveurs sont dans le rouge, et en situation de détresse. Quand allez-vous agir ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Jean-Marie Le Guen, *secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement.* Tout d'abord, je vous prie de bien vouloir excuser mon collègue Stéphane Le Foll qui accompagne aujourd'hui le président mexicain à Marseille dans le cadre d'un voyage d'État. *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)* C'est bien normal, car ce déplacement vise aussi à défendre la filière de l'agroalimentaire à l'international, et au Mexique en particulier. Merci de le soutenir dans cette tâche, monsieur le député.

La crise, vous l'avez dit, touche certains secteurs de l'élevage. Elle est grave car elle touche un élément majeur de notre économie. C'est pourquoi le Gouvernement s'est engagé très activement *(Mêmes mouvements)*, et d'abord dans le suivi et l'évolution de la politique agricole commune, parce que nous avons besoin d'une agriculture d'élevage moderne.

M. Alain Marty. C'est quoi, une vache, pour vous ?

M. Jean-Marie Le Guen, *secrétaire d'État.* Il existe aujourd'hui une crise des marchés qui affecte en effet les prix. Mais c'est également le résultat d'une politique qui a donné des filières insuffisamment organisées et insuffisamment investies. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Marc Le Fur. Scandaleux !

M. le président. Monsieur Le Fur, asseyez-vous.

M. Jean-Marie Le Guen, *secrétaire d'État.* Nous avons mis en place une politique d'allégement de charges, une politique de relance de l'investissement *(Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains)*, une politique active à l'exportation.

M. Alain Marty. Zéro !

M. Philippe Cochet. Scandaleux !

M. le président. Monsieur Cochet, calmez-vous je vous prie.

M. Jean-Marie Le Guen, *secrétaire d'État.* Nous avons lancé le logo Viandes de France, de façon à reconquérir des parts de marché en France et à l'extérieur, au sein de l'Union européenne en particulier. Nous avons agi également en faveur d'une remontée progressive des prix du porc et du bœuf…

M. Christian Jacob. Tu parles !

M. Jean-Marie Le Guen, *secrétaire d'État.* …même si les résultats sont encore inégaux sur le territoire. *(« En effet ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.)* Quoi qu'il en soit, nous nous mobilisons, et les préfets également.

Monsieur le député, vous auriez pu rappeler dans votre question les responsabilités de la loi de modernisation de l'économie, qui a donné le pouvoir à la grande distribution *(Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains)*…

M. le président. Merci, monsieur Le Guen.

M. Jean-Marie Le Guen, *secrétaire d'État.* …responsable de la situation que vous prétendez dénoncer ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Huées sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. Christian Jacob. Demander à M. Le Guen de répondre sur l'agriculture ! Tout de même !

Données clés

Auteur : M. Gérard Menuel
Circonscription : Aube (3e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3109
Rubrique : Agriculture
Ministère interrogé : Relations avec le Parlement
Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 16 juillet 2015
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 juillet 2015